5 ans après Charlie, ils pleurent sur le retour du délit de blasphème mais ils ne dénoncent pas l'islam !

écrit par Christine Tasin | 7 janvier 2020

.

Les dhimmis de *Reporters sans Frontières* constatent que "l'intolérance religieuse" monte, monte, monte… et que, entre autres, les journalistes en font les frais.

Ils constatent la "régression de la liberté d'expression".

Ils analysent avec clairvoyance le "*retour de fait du délit de blasphème",* en dépit de sa suppression dans le code Pénal.

Ils reconnaissent que les lois anti-blaphème servent à étouffer certains débats.

Ils admettent que "*l'auto-censure est reine*" et que "p*lus personne n'ose critiquer les religions".*

.

A les lire, on se demande bien dans quel monde on vit, où

LES religions seraient si fortes, si intolérantes, si susceptibles… que, malgré la loi, malgré notre société moderne, libre, progressive… chacun tremblerait de peur.

Aucun, aucun, n'ose même prononcer le mot "islam". Aucun.

A les entendre, on croirait que chrétiens, juifs, ou bouddhistes seraient responsables et de la mort de Charb et toute sa bande, et qu'ils feraient vivre dans la terreur chaque journaliste, chaque homme politique… faisant disparaître la liberté d'expression et notamment celle de critiquer les dites religions.

Lisez l'article de *Reporters sans Frontières* ci-dessous, lisez la déclaration de Richard Malka, pourtant avocat depuis 27 ans de Charlie Hebdo… pas un pour oser dénoncer l'islam.

Quels pleutres, quels dhimmis… Ce sont eux les responsables de ce qui nous arrive, qui crèvent de peur et n'osent pas nommer les choses.

Cinq ans après la tuerie à Charlie Hebdo, l'organisation Reporters sans frontières (RSF) et deux rapporteurs spéciaux de l'ONU ont appelé les organisations internationales et les Etats à protéger les journalistes face à une montée de l'intolérance religieuse.

Lors d'une conférence de presse à Paris, le secrétaire général de RSF Christophe Deloire a estimé que les leçons de l'attentat contre l'hebdomadaire satirique français n'avaient pas été tirées.

Huit pays ont supprimé la notion de blasphème de leur cadre juridique depuis cet événement tragique, mais 69 continuent de le réprimer, et 6 pays le punissent de la peine de mort (Mauritanie, Brunei, Pakistan, Iran, Afghanistan).

Et, même dans les Etats comme la France où le droit au

blasphème est reconnu, des journalistes doivent vivre sous protection policière, comme ceux de Charlie Hebdo, et son exercice devient de plus en plus difficile, face aux pressions et menaces qui s'exercent, notamment via les réseaux sociaux. Dans ces pays, s'inquiète Christophe Deloire, il existe un risque sérieux que "*les Etats, les plateformes et les médias cèdent, que l'autocensure l'emporte, et que le droit subsiste formellement, mais qu'il ne soit plus exercé*".

Un constat confirmé par Ahmed Shaheed, rapporteur spécial de l'ONU pour la liberté de religion, et David Kaye, son homologue chargé de la liberté d'opinion et d'expression.

"*Les lois anti-blasphème sont toujours là, et elles continuent d'être utilisées pour étouffer certains débats*", a souligné ce dernier. Et même lorsque le blasphème n'est pas illégal, "*l'Etat et les autorités continuent à échouer à protéger les individus*", notamment ceux qui subissent harcèlement et menaces via les réseaux sociaux, a-t-il complété.

"*Je ne crois pas qu'il puisse y avoir démocratie ou droits de l'homme sans exercice du blasphème*", a renchéri Richard Malka, avocat depuis 27 ans de Charlie Hebdo, appelant à défendre sans relâche ce principe fondateur, qui a servi d'étincelle aux Lumières.

"La liberté d'expression, c'est la mère de toutes les libertés", et pourtant "jamais cette liberté d'expression n'a autant régressé", a-t-il affirmé, constatant que "le cancer qu'est l'interdiction du blasphème a métastasé dans tous les domaines de la pensée".

"Le logiciel de la censure s'est inversé. Il a muté. Aujourd'hui, on demande à nouveau l'interdiction du blasphème", s'est il inquiété. "Qui ose aujourd'hui critiquer les religions cinq ans après Charlie? En réalité, personne. La peur a gagné", a-t-il estimé.

https://www.rtl.be/info/magazine/culture/cinq-ans-apres-charli

e-l-intolerance-religieuse-se-repand-selon-rsf-1186279.aspx